

# DYNAMIQUES SOCIALES

BULLETIN D'INFORMATION DU DÉPARTEMENT DE RECHERCHE SUR LES DYNAMIQUES SOCIALES



JANVIER – AVRIL 2023  
N° 1

## SOMMAIRE

<b>Editorial</b> .....	1
<b>Thématique libre</b> .....	2
1. <i>Les nouvelles techniques reproductives au Gabon</i> EKANG MVE Arielle.....	2
2. <i>Identité et culture organisationnelle au Gabon : perspective théorique d'une analyse sociologique</i> MOUSSAVOU Georges .....	5
3. <i>Se marier ou se mettre en couple sans le consentement parental</i> BALONDJI Steeve-Thierry .....	7
4. <i>Défis de l'éducation des femmes au Gabon: entre stéréotypes et changement du système.</i> MAYILA Inna Gabrielle épouse GAWANDJI O. ...	9
<b>Vie du département</b> .....	10
1. <i>Communication</i> .....	10
2. <i>Nomination</i> .....	10
3. <i>Candidature au CAMES, Session Juillet 2023</i> .....	10
<b>Evènement à venir</b> .....	11
<b>Infos en images</b> .....	11
<b>Présentation des auteurs</b> .....	14

## EDITORIAL

Par **RENAMY ZIZA SOUGOU Judith Rachel**,  
*Chargée de Recherche*  
*Laboratoire de Recherche sur les Espaces de Travail, les Identités et le Changement Social (LARETICS-IRSH)*



Le Département de Recherche sur les Dynamiques Sociales (DRDS) fait partie de l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH) situé sur le Campus de l'Université Omar Bongo (UOB). Créé en 1976 sur le décret n°01181/PR/MRSEPM du 18 décembre 1976, l'IRSH est un établissement public à caractère scientifique et technique chargé de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de recherche scientifique.

01/14

Le DRDS vient de se doter d'un nouveau Bulletin d'informations appelé Dynamiques Sociales. Ce Bulletin qui paraît quadri semestriel est consacré à la diffusion des recherches effectuées dans le cadre des quatre (4) laboratoires qui composent ledit Département, à savoir :

- le Laboratoire de Recherche sur les Espaces de Travail, les Identités et le Changement Social (LARETICS);
- le Laboratoire de Recherche sur la Famille, la Santé et le Corps (LAREFSAC);
- le Laboratoire de Recherche sur l'Environnement, la Gouvernance et les Institutions Publiques (LAREGIP);
- et le Laboratoire de Recherche sur les Conduites Humaines et Pratiques Sociales (LARCHPC).

Ainsi, les problématiques traitées par les chercheur(e)s en fonction de leurs spécialités permettent de réitérer l'idée d'un croisement des axes de recherches.

Ce nouveau Bulletin a pour finalité de rendre visible et de valoriser les travaux des chercheurs au sein et en dehors du DRDS.

Ces travaux de publications peuvent être des résumés de recherche en cours, des résumés d'interventions scientifiques dans les colloques, des évènements scientifiques à venir, des comptes rendus de lecture, de journées de réflexions ou de journées d'étude.

## THEMATIQUE LIBRE



### Les nouvelles techniques reproductives au Gabon

Par **EKANG MVE Arielle**,  
Attachée de Recherche.

Laboratoire de Recherche sur la Famille, la Santé et le Corps (LAREFSAC-IRSH)



Depuis le 28 février 2022, le Centre Hospitalier Universitaire Mère-Enfant *Fondation Jeanne Ebori* a démarré les activités de son service d'Assistance médicale à la procréation. Le Professeur Jean François Meye, gynécologue obstétricien et coordonnateur du projet de la PMA travaille en collaboration avec Pr Jean Louis Benifla, chef de service gynécologie obstétrique de *l'hôpital Lariboisière* à Paris et du Dr Christophe Sifer, biologiste au *CHU Jean Verdier* de Paris. Ces derniers viennent à *Jeanne Ebori* pour une courte durée pour procéder à la phase laboratoire car la phase médicamenteuse se fait par les spécialistes gabonais. Depuis son ouverture, le service a enregistré 23 grossesses (1). D'après certaines presses, cette innovation médicale et technologique à *Jeanne Ebori* serait une première au Gabon (2).

(1). <https://www.union.sonapresse.com/gabon-culture-societe/gabon-la-pma-enregistre-23-grossesses-cliniques-26131>

(2). <http://news.alibreville.com/h/104067.html>

Or ce n'est nullement le cas. Pour étayer mon contre argument, il est nécessaire de remonter un peu le temps.

En Afrique Centrale, pendant la période coloniale, la syphilis, la blennorragie et le chancre mou constituaient une cause considérable de dépopulation et plus précisément de stérilité. D'après certains chercheurs à l'instar d'Anne Retel Laurentin (1987), le phénomène de la stérilité en Afrique coloniale serait essentiellement dû à l'instrumentalisation de femmes. Ce qui entraîna une diffusion de maladies sexuellement transmissibles. Les pays de la zone touchée par une telle expansion de la stérilité sont identifiés comme appartenant à la *ceinture africaine de la stérilité*, qui s'étend du Gabon au Tchad avec des taux selon les pays de 15 à 30% des femmes en fin de vie féconde dans les années 1970 (Egina Akam, 1990). En 1974, le président Omar Bongo et Elf Gabon ont le projet de faire construire le *Centre International de Recherche Médicale de Franceville* (CIRMF). Inauguré en 1979, le centre avait pour objectif d'étudier les problèmes théoriques et pratiques de l'infertilité humaine rencontrée en zone forestière équatoriale (ceinture de l'infécondité). Son ambition était de mettre en évidence les causes de cette infertilité et de proposer aux autorités compétentes les moyens d'y remédier. Aujourd'hui, le champ d'étude du CIRMF s'est élargi pour inclure des recherches médicales d'intérêt international sur le sida, Ebola, le paludisme, les filaires, Chikungunya, la covid-19, etc.

D'autres études plus récentes confirment qu'il y a une évidence probante qui montre que beaucoup de cas de stérilité en Afrique sont attribuables aux infections qui ont des effets néfastes sur les voies reproductives chez les hommes comme chez les femmes (Okonofua Friday, 1996). Au Gabon, plus de 30% des couples deviennent stériles à la fin de leur vie reproductive à cause de l'occlusion tubaire de longue date chez les femmes et à cause de l'occlusion tubaire déférente et de l'azoospermie (Friday Okonofua, 2003). Au regard d'un taux de l'infécondité conjugale de plus en plus croissant, les structures hospitalières ont pensé à instaurer les nouvelles techniques de reproduction à Libreville (Ekang, 2014). C'est le cas de la Polyclinique Ada dont le service d'AMP a été créé en 1999. On enregistre la naissance du premier bébé-éprouvette en 2001. A cette époque, cette polyclinique a son annexe « *Ibekelia-Marie* » où les couples peuvent également consulter. A Libreville, gynécologues et sages-femmes multiplient des rencontres afin de pouvoir cerner les différentes causes de l'infertilité du couple. C'est au cours d'un séminaire-atelier de renforcement des capacités des enseignants de l'Université des Sciences de la Santé qui s'est tenu du 09 au 13 février 2009 que la question a été abordée. Selon le Pr Meye, les infections sont en grande partie responsables de la stérilité secondaire qui affecte plus de 40% des couples au Gabon. Bien avant la création du centre AMP de l'hôpital mère-enfant *Jeanne Ebori*, le centre médical SOS médecins met en place un service AMP en 2016, avec plusieurs naissances à son actif.

Avoir un enfant n'a pas de prix mais cela a un coût. L'accès à l'AMP n'est pas à la portée de toutes les bourses et cela détermine le parcours thérapeutique que les patients doivent suivre.

En effet, au service PMA de *Jeanne Ebori*, il faudra compter le coût des médicaments qui gravite autour de 1,5 million de francs CFA et plus de 2 millions de FCFA pour les examens. Quant à FIV, elle s'élève à 2,8 millions et 3,5 millions lorsqu'une technique supplémentaire est nécessaire pour un taux de réussite estimé à 30% (3). Les études menées par Mbega Ossa (1984), relèvent le fait qu'il y a « une médecine moderne accessible à ceux qui travaillent ou qui ont de l'argent et une médecine des pauvres tournée vers le traditionnel » (Mbega Ossa, 1984 : 232). En effet, à Libreville, les patients plus ou moins aisés ont la possibilité de se soigner et la plupart des cas à l'étranger. On remarque donc une migration des couples vers le Cameroun, Ghana ou en Europe à la recherche d'un enfant à tout prix (Bonnet et Duchesne). Cette logique s'inscrit dans la problématique de l'accès aux soins développée par Didier Fassin (1990). L'auteur a mis en évidence trois principales variables explicatives de l'inégalité d'accès aux soins biomédicaux : il s'agit des facteurs socio-économiques, du niveau d'instruction et de l'intégration urbaine. Malgré l'engagement pris par l'Etat pour lutter contre l'infertilité, les actes d'AMP ne sont pas pris en charge à 100% par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS). C'est la raison pour laquelle des personnes moins nanties qui intègrent des groupes d'économie solidaires (tontines) ou contractent des prêts bancaires des pour concrétiser leur projet AMP.

---

(3).<https://directinfosgabon.com/la-fecondation-in-vito-facturee-entre-28-et-35-millions-de-francs-au-chu-jeanne-ebori/>

## Références bibliographiques

**Bonnet, D & Duchesne, V. 2014.** « Migrer pour procréer : histoires de couples africains » in Cahiers du genre, n°56, pp 41-58.

**Ekang Mvé, A. 2014.** Les couples gabonais et l'assistance médicale à la procréation à Libreville. Sorcellerie et filiation. Thèse de doctorat anthropologie. EHESS.

**Evina Akam. 1990.** « Infécondité et sous-fécondité : évaluation et recherche des facteurs. Le cas du Cameroun », Les Cahiers de l'Iford, n°1.

**Mbega Ossa, JB. 1984.** Le développement de Libreville et ces équipements urbains. Thèse de troisième cycle, Paris, Sorbonne.

**Okonofua, F. 1996.** « Argument contre l'élaboration de la technologie reproductive dans les pays en voie de développement » in BR Obstet Gynaecol, n°103, pp 957-962.

**Okonofua, F. 2003.** « Les nouvelles technologies reproductives et le traitement de la stérilité en Afrique » in African journal of reproductive health, vol7, n°1, pp 9-11.

**Retel Laurentin, A. 1987.** « Un ouvrage méconnu : l'infécondité en Afrique noire » in Cahiers d'études africaines, n°105-106, Paris, Editions de l'EHESS.

# Identité et culture organisationnelle au Gabon : perspective théorique d'une analyse sociologique

Par **MOUSSAVOU Georges**,  
Chargé de Recherche.

Laboratoire de Recherche sur  
l'Environnement, la Gouvernance et les  
Institutions Publiques (LAREGIP-IRSH)



## 1. Objet et problématique

La question de l'identité et de la culture organisationnelle met en évidence les valeurs, les normes et les représentations sociales qui fondent les attitudes, les comportements, les manières d'être et les façons de faire des individus dans leur milieu social et les activités qu'ils mènent au quotidien. Soit de façon individuelle, soit en groupe. Ces situations sociales sont observables notamment dans le milieu travail (au public comme au privé), dans les associations ou groupes sociaux qu'ils mettent en place, dans les types de solidarités et de sociabilités qu'ils se construisent. Quelques pistes de réflexion peuvent être empruntées à partir des questions fondamentales suivantes pour analyser alors l'identité et la culture organisationnelle des Gabonais :

- Comment ces derniers se comportent-ils, quel que soient leurs catégories sociales et leurs fonctions, dans le service public rendu à l'utilisateur particulièrement au sein des ministères, de l'hôpital et de la banque ?
- Comment se tiennent-ils dans les cérémonies festives, notamment dans la réception et face à la nourriture ?
- Quel sens accordent-ils aux biens matériels, à l'argent et aux systèmes d'élaboration d'idées ?
- Quels types de croyances, de valeurs et de normes les gouvernent-ils dans l'organisation de leurs activités et l'accomplissement des affaires ou actions publiques ?

## 2. La notion d'identité

La notion d'identité a toujours été au cœur des débats fondamentaux au sein des sociétés humaines, et mieux encore au sein des organisations actuelles. Elle se construit et se structure autour des trois niveaux suivants : l'individu, le groupe, la société. S'agissant de l'individu, on parle d'identité individuelle ou d'identité personnelle. Lorsqu'il s'agit du groupe, on parle de l'identité de groupe. Au niveau de la société, on parle d'identité sociale. L'identité est de fait une structure humaine, mentale et multiforme qui se construit, s'élabore et s'actualise depuis l'enfance et tout au long de la vie de toute personne, dans ses interactions avec d'autres personnes, avec son environnement de vie et avec les groupes et leurs idéologies ou systèmes de pensées dans lesquels celle-ci s'insère.

De manière permanente, l'image que chaque personne se fait d'elle-même, nos croyances et représentations de nous-même constituent une structure psychologique qui nous permet de sélectionner nos actions et nos relations sociales. La construction de notre identité et l'image que nous avons de nous-même assurent donc des fonctions essentielles dans l'organisation de notre vie individuelle, de notre vie en groupe et en société. Dans cette perspective, quelles sont donc les croyances et les représentations auxquelles s'attache les gabonais dans la construction de leur vie et dans les actions qu'ils posent ? Quel bénéfice tirent-ils de leurs compatriotes et pour leur nation ?

### **3. Les notions de culture et de culture organisationnelle**

Dans son sens courant, le mot culture évoque généralement la connaissance des œuvres de l'esprit. On dira ainsi d'une personne qu'elle est cultivée ou, encore, qu'elle a de la culture. En ce sens, certaines sociétés ou certaines personnes auraient de la culture tandis que d'autres n'en auraient pas ou peu. Dans cette conception, le terme courant est chargé d'une forte connotation ethnocentriste. En revanche, en anthropologie et en sociologie, le terme culture a un sens à la fois plus large et plus neutre. Il sert à désigner l'ensemble des activités, des croyances et des pratiques communes à une société ou à un groupe social particulier. Dans cette perspective, la culture correspond à un domaine très vaste, puisqu'elle couvre pratiquement toutes les activités créées par l'homme.

Ainsi, la culture est constituée par tout ce qui n'est pas inné mais qui relève d'un processus social (et donc de la société). En ce sens, elle est l'expression d'une vision personnelle partagée et/ou commune du monde et des règles du vivre ensemble. De ce point de vue, on peut dire que tous les peuples ont une culture, qu'il s'agisse des sociétés occidentales modernes des sociétés primitives ou des sociétés africaines. Dans toute société on trouve donc des rôles sociaux, des symboles, des statuts, des rites traditionnels, des techniques, des façons de résoudre des problèmes communs ou personnels (qui ne sont pas forcément les mêmes partout).

- **Qu'est-ce alors ou qu'entend-t-on par culture organisationnelle ?**

A la suite des éclaircissements déclinés sur la notion de culture, la culture organisationnelle s'entend comme la traduction fondamentale et pratique des croyances, des valeurs, des us et coutumes, des visions du monde, du temps et de l'espace d'une société. Elle est la caractéristique de l'identité du groupe social d'appartenance et des représentations sociales de ce dernier. Ainsi la culture organisationnelle s'enracine sur les éléments culturels propres à une société. En ce sens, elle est une façon spécifique d'organiser les activités humaines, les interactions entre les personnes, leurs rapports aux institutions, à leur environnement, etc. C'est dans ce contexte qu'il importe de retenir que pour que des gens arrivent à travailler ensemble au quotidien, il faut qu'ils partagent certaines conceptions fondamentales de ce que sont les valeurs et les traditions communes : justice, dignité humaine, égalité, liberté, ordre social, bien commun,

intérêt général, rapports aux œuvres de l'esprit ou au matériel, etc. Or, c'est le plus souvent dans le cadre de l'État-nation que ces visions fondatrices d'une société se sont construites de façon durable. Dans le contexte actuel de la vie sociale au Gabon, sommes-nous en présence d'un État-nation ou plus simplement d'un État construisant les visions fondatrices d'une société durable?

### Bibliographie sommaire

**Cabin P. & Choc B. (2005).** (Coord. par), Les organisations, Etat des savoirs, Editions Sciences Humaines.

**Ruano-Borbalan J.-C. (1998).** (Coord. par), L'identité, l'individu, le groupe, la société, Editions Sciences Humaines.

**Spitz R. (1968).** De la naissance à la parole, Puf.

**Winnicott D. (1975).** Jeu et Réalité, Gallimard.

## Se marier ou se mettre en couple sans le consentement parental.

Par **BALONDJI Steeve-Thierry**,  
Chargé de Recherche.

*Laboratoire de Recherche sur la Famille, la Santé et le Corps (LAREFSAC-IRSH)*



L'avis du groupe n'est généralement plus déterminant dans les choix de vie, les orientations sexuelles, les choix conjugaux et matrimoniaux des individus. Les couples se marient ou se mettent en couple d'abord pour leur réalisation personnelle et non en fonction des us et des coutumes encore moins pour satisfaire les communautés dont ils sont originaires. Beaucoup de couples ne reconnaissent aujourd'hui ni d'autre fondement ni d'autre obligation que leur libre choix. Ils contestent librement le choix conjugal des familles, décident de faire leur vie sans avoir forcément à en rendre compte (Balondji, 2018). Les parents subissent en quelque sorte les choix et les décisions conjugales qui sont prises par les partenaires eux-mêmes. La sociologie du couple appelle cela : privatisation du choix du conjoint.

La privatisation du choix du conjoint fait suite au relâchement du contrôle social, l'autorité parentale et la désagrégation des familles. C'est le reflet d'un changement dans les rapports intergénérationnels, le déclin relatif de l'autorité familiale et celle

des aînés sociaux dans la reproduction des unions et une plus grande emprise des individus sur leur propre vie.

La privatisation choix du conjoint bénéficie d'un long processus historique qui a délié la vie sexuelle et affective du mariage. Il a permis l'assouplissement du contrôle social et parental qui étaient favorables aux choix des conjoints des enfants par les parents et l'avènement des formes conjugales inédites. Dans le cadre des sociétés étatiques de plus en plus diversifiées comme l'est la société gabonaise, les individus se dégagent relativement des communautés préétatiques de naissance, ils ont le choix entre un plus grand nombre de possibilités. Et, ils disposent d'une plus large liberté de choix. Ils peuvent bien plus librement décider de leur sort. Ils peuvent décider de se marier ou pas, ils ont la possibilité de choisir le type de conjugalité et de sexualité qui leur convient (Balondji, 2019).

Les modalités du contrôle social se sont modifiées et garantissent la « démocratisation » des relations entre générations. Les individus sont de plus en plus intégrés dans d'autres types de rapports sociaux extracommunautaires.

Ces nouveaux rapports sociaux ont en commun d'interpeller des individus en tant que tels et non plus seulement des groupes. Les fonctions de contrôle et de protection de l'individu assumées antérieurement par des groupes issus d'une même communauté d'origine comme le clan, le lignage, la communauté villageoise, sont sans cesse assumées par les couples eux-mêmes et se transmettent de fil en aiguille

à des organisations étatiques centralisées et de plus en plus urbanisées.

Sur le plan spatial comme sur le plan social, la mobilité des individus augmente. Leur encadrement dans la vie par la famille, la parentèle, la communauté locale change de modalités. L'adaptation de leur comportement, de leurs objectifs et de leurs idéaux à la vie au sein de ces groupes et leur identification naturelle avec eux change également. Leur dépendance à l'égard de ces groupes pour leur protection, leur alimentation, leur chance de réussite, leur aide et leurs conseils évolue d'abord dans des groupes spécifiques très limités (comme les lignages, les clans, les familles ou les groupes de paires), puis, au fil des années dans des couches plus larges de la société telles que les associations caritatives, philosophiques, politiques, syndicales ou religieuses.

L'éloignement spatial de la maison familiale lorsque les jeunes sont à cause des raisons scolaires contraints de ne plus résider chez leurs parents, ouvre des possibilités d'autonomie vis-à-vis du contrôle familial. Loin du regard des parents les individus contractent des relations amoureuses qui ne conduisent nécessairement pas vers le mariage et ne cadrent forcément pas avec les choix des familles. Certaines femmes se contentent d'être entretenues par des personnes qui leur apportent des subsides. Ce qui est fréquent c'est aussi le fait que les parents se désengagent très tôt de leurs responsabilités lorsqu'une jeune femme atteint l'âge de la puberté ou lorsqu'ils s'aperçoivent qu'elle a un petit ami ou lorsqu'elle est sexuellement active. Elle doit se « débrouiller », faire tout ce qui est à sa disposition pour se prendre en charge elle-même, sans l'aide des parents.

En dépit du fait que certaines familles sont loin d'avoir perdu toute tendance à influencer le choix des partenaires de leurs enfants. Dans d'autres familles, même si ce n'est pas systématique et généralisable à tous les milieux notamment dans les milieux religieux (chrétiens et musulmans), les conditions économiques des parents ont également un lien avec le libre choix du conjoint et le relâchement du contrôle de la sexualité des jeunes femmes : plus les parents sont dans la précarité, moins ils exercent un pouvoir de censure effectif sur la sexualité de leurs filles, surtout celles qui ont des liaisons avec des hommes fortunés. Certaines jeunes femmes affirment d'ailleurs que c'est l'attrait pour des conditions de vie meilleures qui les amènent parfois à avoir plusieurs liaisons vénales concomitantes avec des hommes différents. Beaucoup d'hommes se servent d'ailleurs de l'indigence de ces jeunes femmes pour les attirer vers eux.

### Références bibliographiques

**Balondji, S.-T. (2018).** Les unions « viens on restes » ou cohabitations sans mariage en Afrique. Pourquoi reste-on- en couple sous le même toit sans se marier? Beau Bassin, Editions Universitaires Européennes, 249.

**Balondji, S.-T. (2019).** "Le recours à la sexualité de divertissement et de plaisir dans les couples mariés gabonais", *Revue Gabonaise de Sociologie*, n°11, pp. 79-108

## Défis de l'éducation des femmes au Gabon: entre stéréotypes et changement du système

Par **MAYILA Inna Gabrielle épouse GAWANDJI O. ,**

Chargé de Recherche.

*Laboratoire de Recherche sur les Espaces de Travail, les Identités et le Changement Social (LARETICS-IRSH)*



Le Gabon affiche l'un des taux d'alphabétisation les plus élevés d'Afrique centrale. Malgré ce fait les femmes restent encore largement défavorisées en matière d'accès à l'éducation. Selon le recensement de 1993, le taux d'alphabétisation des femmes n'était que de 64%, contre 78% chez les hommes. De plus, plus le niveau d'études augmente, plus la proportion de filles diminue, passant de 102 au primaire à 173 dans l'enseignement supérieur.

Plusieurs éléments expliquent ce retard des femmes dans le système éducatif gabonais. Car, les stéréotypes sexués considèrent que la réussite sociale n'est pas aussi nécessaire pour les femmes que pour les hommes. De plus, la sexualité précoce et les tâches domestiques empiètent sur le temps consacré aux études. De même qu'en milieu rural, les mariages précoces exposent davantage les jeunes filles à l'abandon scolaire.

Même lorsque les femmes ont accès à l'école, c'est souvent dans le but qu'elles assument mieux leur rôle social de mère, d'épouse et d'éducatrice, reflétant une vision stéréotypée de la place de la femme. Cela se traduit par un taux de scolarisation des filles d'environ 38% seulement.

Au-delà des inégalités d'accès, le système éducatif gabonais fait face à d'autres défis majeurs : Des disparités d'accès, avec des classes surchargées et sous-encadrées ; un taux de redoublement élevé, une déperdition scolaire, et un goulot d'étranglement.

Une inefficacité externe liée à l'inadaptation des programmes aux besoins du marché de l'emploi, entraînant un faible taux d'insertion des jeunes diplômés.

Ces inégalités d'accès à l'éducation des femmes s'expliquent également par des représentations sociales ancrées, qui ont longtemps considéré que les femmes n'avaient pas les capacités intellectuelles nécessaires pour suivre des études. Il a fallu près de deux siècles pour remettre en cause ce sophisme.

Malgré les efforts annoncés ces dernières années, le droit à l'éducation des femmes n'est toujours pas garanti dans de nombreux pays africains. Les femmes représentent encore la majorité des analphabètes dans le monde.

### Références Bibliographiques

**Bouchard, P., & St-Amant, J. C.** (1996). Garçons et filles : stéréotypes et réussite scolaire. Montréal : Les éditions du remue-ménage.

**Duru-Bellat, M.** (1990). L'école des filles : quelle formation pour quels rôles sociaux ? Paris : L'Harmattan.

**Lange, M. F.** (2003). Inégalités de genre et éducation dans le monde arabe et en Afrique subsaharienne. Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, (2), 91-110.

**Ministère de l'Éducation Nationale du Gabon** (2010). Rapport sur l'état du système éducatif gabonais.

**Recensement de la population gabonaise** (1993). Données sur le taux d'alphabétisation des femmes et des hommes au Gabon.

**UNESCO** (2003). Rapport mondial de suivi sur l'EPT. Genre et éducation pour tous : le pari de l'égalité.

## VIE DU DEPARTEMENT

### 1. Communication

- **BADJINA EGOMBENGANI Linda Joëlle** . *La filière pêche artisanale maritime face au défi du développement durable au Gabon.* Colloque international "Ecologie, Santé et Sociétés en Afrique" (21 au 23 février 2023 à Dakar)

### 2. Nomination

- **Directeur Général** du Musée National des Arts, Rites et Tradition du Gabon : **Dr. AGYUNE NDONE Fabrice Nicaise** (20 février 2023)

### 3. Candidature au CAMES, Session Juillet 2023

- Dre. BADJINA EGOMBENGANI Linda Joëlle
- Dre. NDEMBI NDEMBI Aimée Patricia
- Dre. OBAME Noëlline épouse SALLAH

## EVENEMENTS A VENIR

- Ouvrage collectif sur le thème **“La Covid 19: Quelles leçons retenir?”** .Sous la direction d'ETOUGHE-EFE Jean-Emery (ouvrage collectif).
- Revue Gabonaise des Conduites Humaines (RGCH). **La journée de travail continue.** “En hommage au Pr. BOULINGUI Jean-Baptiste”. Sous la direction de RENAMY ZIZA SOUGOU Judith Rachel & ETOUGHE-EFE Jean-Emery.
- Ouvrage collectif sur **Les dynamiques sociales au Gabon.**

## INFOS EN IMAGES

### ACTIVITES DRDS ET IRSH

- Colloque international sur le thème **Faire sortir la grossesse. Savoirs, Itinéraires et Protocoles autour de l’avortement en Afrique subsaharienne**



**Photo 1:** Vue d'une participante remplissant la liste de présence.



**Photo 2:** Une vue des participants et Conférenciers au Colloque.



**Photo 3:** Les participants autour du Commissaire Général et du Coordinateur Scientifique et Technique du CENAREST.



**Photo 4:** Le Comité d'organisation du Colloque International.

- **Cérémonie des récipiendaires: l'IRSH célèbre ses lauréats CAMES 2021 - 2022** (vendredi 09 décembre 2022 - CENAREST. Première session)



**Photo 1:** Une vue des officiels



**Photo 2:** Une vue des récipiendaires



**Photo 3:** Les trophées des lauréats



**Photo 4:** Sortie du plateau des écharpes des lauréats par le Dr. Judith Rachel Renamy Ziza Sougou.



**Photos 5, 6 et 7 :** Les récipiendaires du DRDS (Noëlline, Georges, Rachel, Wilfried, Fabrice et Emery) et leurs trophées.



**Photos 8 et 10 :** Les retraités Mrs Alain Elloué (Ancien Directeur de l'IRSH) et Mboumba Molambo vêtus de leur écharpe et tenant leurs trophées.



**Photo 11:** Pr. Ludovic Obiang, Directeur de l'IRSH, entouré de quelques officiels, et tenant son trophée.



**Photo 12:** Rachel, Linda, Arielle et Achille entourés de l'ancien Directeur de l'IRSH, Mr. Alain Elloué.



**Photo 13:** Pr. Ludovic Obiang, remettant le trophée et l'écharpe de feu Blaise Ndjoye à son épouse.



**Photo 14:** Pr. Ludovic Obiang, remettant le trophée et l'écharpe de feu Jean-Baptiste Boulingui à son épouse.



**Photo 15:** Pr. Ludovic Obiang, remettant le trophée et l'écharpe de feu Simon-Pierre Mvone Ndong à sa grande sœur.



**Photo 16:** Pr. Léa Zame remettant le trophée et l'écharpe de feu Gladys Esseng Aba'a épouse Boudzanga à son époux.



**Photo 17:** Les récipiendaires autour du Commissaire Général du CENAREST et des Officiels.

## PRESENTATION DES AUTEURS

**EKANG MVE Arielle** est Attachée de Recherche en Anthropologie à l'IRSH/CENAREST. Ses recherches portent sur la santé sexuelle et reproductive, les technologies de la reproduction et les itinéraires thérapeutiques liés à l'infécondité.

**E-mail :** ekangariel@yahoo.fr

**MOUSSAVOU Georges**, Chef de Département de Recherche sur les Dynamiques Sociales (DRDS) à l'IRSH (CENAREST), est Chargé de recherche en Sociologie des organisations et des institutions publiques. Ses recherches portent sur la gouvernance des organisations et institutions publiques.

**E-Mail:** gmoussavou67@gmail.com

**BALONDJI Steeve-Thierry** est Docteur de l'EHESS et Chargé de Recherche en Sociologie au LAREFSAC (DRDS) à l'IRSH. Ces recherches portent sur la Famille, le Couple, la Sexualité, le Corps et les Vulnérabilités.

**E-mail:** balondjisteeve@yahoo.fr

**MAYILA Inna Gabrielle ep. GAWANDJI OLOUNDIGOLO** travaille sur les rapports sociaux de sexe et les changements au travail. Ancien membre de la revue « Les mondes du travail » de l'université de Picardie.

**E-mail :** innagawandji2@gmail.com

## COMITE DE REDACTION

### Directeur de rédaction

CR. MOUSSAVOU Georges

### Rédacteur en Chef

CR. SALLAH Noëlline

### Secrétaire de rédaction

CR. RENAMY ZIZA SOUGOU Judith Rachel

### Membre du comité de rédaction

Dre. EKANG MVE Arielle

Dre. BADJINA EGOMBENGANI Linda Joëlle

### Comité de lecture

MR. ETOUGHE-EFE Jean-Emery, CR. SALLAH Noëlline, CR. MOUSSAVOU Georges, CR. RENAMY ZIZA SOUGOU Judith Rachel, Dre. EKANG MVE Arielle, Dre. BADJINA EGOMBENGANI Linda Joëlle, Dre. NDEMBI NDEMBI Aimée Patricia, CR. AGYUNE NDONE Fabrice, CR. BALONDJI Steeve-Thierry, CR. BIVEGHE BI NDONG Wilfried, Dre. MAYILA Inna épouse GAWANDJI O., Dre. MOGOA BOUSSENGUI Amélie, Dr. MISSIOUMBOU Paul, CR. TOUNG NZUE Jérôme, Dr. BOUNDAT BOUNDAT, Dr. TSAMBA-NDZEDY MOUGHOA Rosamour Gassien Aïmar, Dre. BOUNGAT OSSAWA Odile, Dr. MBOMO Boris, Technicienne Supérieure de Recherche AZINNONGBE Prisca épouse NGUIMBI

### BP : 846 Libreville

DRDS / IRSH / CENAREST

### E-mail:

bulletindynamiquessociales@gmail.com

**Prix unique : 1000 FCFA**

### Conception et mise en forme:

RENAMY ZIZA SOUGOU Judith Rachel